



CHAPITRE 44

LOI CONCERNANT LES TERRES ET LES FORÊTS PUBLIQUES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé.
des terres et forêts.*

2. Le ministre des terres et forêts est chargé de l'exé- Exécution.
cution de la présente loi.

PREMIÈRE PARTIE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

3. Les mots "terres publiques" sont censés s'appli- "Terres
quer aux terres ci-devant désignées ou connues sous publiques
le nom de "terres de la couronne", ou "terres du clergé";
etc.
lesquelles désignations continuent à exister pour les fins
administratives. S. R. (1909), 1533.

4. Les biens faisant partie du domaine public et dé- Gestion des
signés comme "biens des jésuites", "domaine de la cou- biens des jé-
ronne", et "seigneurie de Lauzon", sont sous le suites, etc.
contrôle direct du département des terres et forêts, et, en
tant qu'il est praticable, les dispositions de la présente
loi et de toute loi sur des matières qui relèvent du dé-
partement des terres et forêts s'appliquent à ces biens,
et tous actes, titres, contrats et autres documents rela-
tifs à ces biens, exécutés par le département, sont censés
bons et valides en loi à tous égards. S. R. (1909),
1587.

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer Pouvoir du
les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les disposi- lieutenant-gouv.
tions de la présente loi, suivant leur vrai sens, ou dans en conseil de
le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et passer des
pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par la pré- arrêtés pour
sente loi. S. R. (1909), 1534. régler les cas
non prévus,
etc.

Publication
de ces arrêtés.

6. Ces arrêtés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux que le ministre indique, et sont déposés devant la Législature dans les dix premiers jours de la session, suivant leurs dates respectives.

Exercice des
pouvoirs con-
férés par ces
arrêtés.

Ces arrêtés ne doivent pas être incompatibles avec la présente loi ni avec la Loi du département des terres et forêts (chap. 43), excepté que les pouvoirs donnés par ces lois au ministre peuvent être exercés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et sont sujets à tout arrêté en conseil les réglementant ou les affectant. S. R. (1909), 1535.

Qui reçoit les
affidavits
requis.

7. Tout affidavit requis en vertu de la présente loi, ou que l'on veut produire, relativement à quelque réclamation, affaire ou transaction, dans le département des terres et forêts, peut être pris devant un juge, le protonotaire ou le greffier de tout tribunal judiciaire, ou devant tout juge de paix ou tout commissaire autorisé à recevoir les affidavits devant tel tribunal, ou devant le ministre ou le sous-ministre, devant tout officier ou agent du ministre ou devant tout arpenteur juré chargé par le ministre de s'enquérir ou de faire une enquête ou un rapport dans les affaires soumises au ministre ou pendantes devant lui, ou, s'il est donné hors de la province, devant le maire ou le premier magistrat, ou le consul britannique dans toute cité, ville ou municipalité. S. R. (1909), 1536.

Enquêtes.

8. Le ministre peut, par une commission sous sa signature, autoriser tout agent des terres, ou toute autre personne chargée de faire une enquête sur des matières et affaires relevant du département, à entendre des témoins sous serment. Cette commission peut être révoquée en tout temps par le ministre. S. R. (1909), 1537.

Annexion des
parcelles de
terre, etc.,
aux cantons
adjacents.

9. Lorsqu'il se trouve une langue ou une petite étendue de terre, ou une île, qui n'est pas comprise dans l'arpentage et la description primitive d'un canton, et dont l'étendue est trop limitée pour former un canton distinct, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, annexer telle langue ou étendue de terre au canton auquel elle se trouve adjacente, ou en partie à un et en partie à un autre, de deux ou de plusieurs cantons auxquels elle est adjacente, selon qu'il peut le juger expédient; et, depuis et après le jour désigné à cette fin dans telle proclamation, ou à compter de sa date, s'il n'est pas fixé un autre jour à cette fin, l'étendue de terre annexée en vertu de cette proclamation à un canton en forme partie. S. R. (1909), 1538.

10. Les extraits des registres, documents, livres ou papiers, appartenant au département ou qui y sont déposés, authentiqués par la signature du ministre ou du sous-ministre, sont reçus comme preuve valable dans tous les cas où tels registres, documents, livres ou papiers originaux peuvent servir de preuve. S. R. (1909), 1539.

11. Aucun agent local pour la vente des terres publiques ne peut acheter, dans les limites de son agence, directement ni indirectement, à moins que ce ne soit par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil et pour une étendue n'excédant pas deux cents acres, aucune terre qu'il est chargé de vendre, ni devenir propriétaire ou acquéreur d'un intérêt dans telle terre pendant qu'il est ainsi agent, et tout tel achat ou acquisition est nulle. S. R. (1909), 1540.

12. Nulle autre personne, qui occupe une charge en vertu de la présente loi ou de la Loi du département des terres et forêts (chap. 43), ou est employée dans le département, ne peut acheter, directement, ni indirectement, à moins qu'elle n'y soit autorisée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, pendant le temps qu'elle est ainsi en charge ou employée, aucun droit, titre ou intérêt dans une terre publique en son nom, ou par l'entremise ou au nom de toute autre personne pour et à son compte, ni prendre ou recevoir aucun honoraire ou profit dans le but de négocier ou de transiger quelque affaire se rattachant aux devoirs de sa charge ou de son emploi.

Tout titre ou intérêt ainsi obtenu est nul et de nul effet, et toute personne qui contrevient au présent article ou à l'article 11, encourt la perte de sa charge ou de son emploi, et est passible d'une amende de quatre cents dollars, laquelle est recouvrable au moyen d'une action de dette par toute personne qui en poursuit le recouvrement. S. R. (1909), 1541.

13. Si quelque agent nommé, répond ou fait répondre faussement et de mauvaise foi, à une personne qui s'adresse à lui, dans le but d'occuper ou d'acquérir quelque terre dans les limites de son agence ou de sa division, qu'elle est déjà occupée, assignée ou acquise, tel agent est en conséquence tenu de payer à la personne qui s'est ainsi adressée à lui, une somme de cinq dollars pour chaque acre de terre que la personne demandait à occuper ou à acquérir, et auquel elle avait droit, laquelle somme est recouvrable au moyen d'une action

de dette devant tout tribunal d'archives ayant juridiction jusqu'à ce montant. S. R. (1909), 1542.

Pouvoir des agents de refuser la vente ou la location de terres.

14. Lorsqu'il semble à un agent que quelque terre dans son agence ou sa division, à sa disposition en vertu des règlements en vigueur pour être vendue, livrée ou mise sous permis d'occupation, devrait être retirée de la liste des terres ainsi disponibles dans cette agence ou division, il peut refuser provisoirement de permettre à toute personne lui en faisant la demande, d'acheter telle terre ou de lui donner un permis d'occupation. S. R. (1909), 1543.

Peine contre l'agent qui refuse ou néglige de faire rapport au ministre.

15. Si l'agent refuse ou néglige de faire rapport au ministre, dans les huit jours suivants, de ses raisons pour tel refus de vente, location ou permis d'occupation, suivant le cas, il est tenu, envers la personne qui en fait la demande, de lui payer pour chaque acre de terre qu'elle avait droit d'acheter, et qu'elle a offert d'acheter ou d'occuper par location ou permis, la somme de cinq dollars recouvrable par action de dette devant tout tribunal ayant juridiction pour ce montant. S. R. (1909), 1544.

Peine contre l'agent qui empêche d'enchérir aux ventes de terres publiques.

16. Quiconque, avant ou au moment de la vente publique d'une terre de la couronne, détourne ou empêche ou cherche à détourner ou à empêcher, par intimidation ou artifice, quelque personne d'enchérir sur les terres ainsi offertes en vente, ou de les acquérir, est, de même que ses aides et ses instigateurs, passible, pour chaque telle contravention, d'une amende n'excédant pas quatre cents dollars, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux années, à la discrétion du tribunal. S. R. (1909), 1545.

Pouvoir de passer sur les terrains privés dans l'accomplissement de certains devoirs.

17. Le ministre ou tout officier du département des terres et forêts, et toute personne qui accompagne l'un d'eux ou qui est dûment autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété privée, s'il est nécessaire de le faire dans l'accomplissement de quelque devoir imposé par la présente loi. S. R. (1909), 1546.

DEUXIÈME PARTIE

DES TERRES PUBLIQUES

SECTION I

DE LA CONCESSION GRATUITE DES TERRES PUBLIQUES

18. Excepté tel que prévu dans la présente loi et dans Concession les lois concernant la colonisation, il ne doit être fait gratuite de aucune concession gratuite de terres publiques. terres publi- S. R. ques. (1909), 1547; 11 Geo. V, c. 33, s. 3.

19. Les réclamations de terres dérivant de la loi ou Règlement d'arrêtés en conseil ou de tous autres règlements du gou- de réclama- vernement, sont réglées par le ministre en ayant égard aux tions de ter- arrangements et aux ordres relatifs à des améliorations ainsi fondées faites sur ces terres, qu'il trouve équitables; ou peuvent sur des arrêtés être ajustées en accordant à la partie intéressée, un en conseil, etc. *scrip* ou certificat rachetable en terres de la couronne avec un montant que le ministre trouve juste. S. R. (1909), 1548.

20. Aucune réclamation de terre dérivant de droits Règlement de de milice, droits militaires, ou de ceux des loyaux de réclamations l'Empire-Uni, ne peut cependant être maintenue, à de terrains moins qu'elle n'ait été déjà reconnue ou réglée par un fondées sur billet de location, ou qu'il n'ait été fourni à son appui des droits de une preuve suffisante, de l'avis du commissaire des terres miliciens, etc. de la couronne, antérieurement au 14 juin, 1853, et aucun certificat ou *scrip* autorisant quelqu'un à acheter des terres, ou autres certificats ou *scrips* émis antérieurement à cette date, qui n'ont pas été produits et prouvés au bureau du commissaire, avant le 1er janvier 1862, ne doivent être admis ni rachetés. S. R. (1909), 1549.

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ré- Réserve de server et approprier les terres de la couronne qu'il juge terres pour à propos, pour des sites de quais ou jetées, marchés, pri- certaines fins sons, palais de justice, parcs ou jardins publics, hôtels publiques, de ville, hôpitaux, lieux de culte, cimetières, écoles, expo- etc. sitions agricoles et autres fins publiques de même nature, ainsi que pour des fermes modèles et industrielles; et révoquer, en tout temps avant l'émission des lettres patentes pour ces terres, telle appropriation, suivant qu'il le juge à propos.

Il peut faire des concessions gratuites pour les fins Concessions susdites, pourvu que l'intention et l'usage pour lesquels gratuites de elles sont faites soient exprimés dans les lettres patentes. ces terres. S. R. (1909), 1551.

Étendue des concessions en général.

22. Dans aucun cas, cependant, et pour aucune telle fin, aucune concession ne peut excéder dix acres, si ce n'est pour une ferme modèle ou industrielle, pour la construction d'une chapelle ou d'une église, ou l'érection d'un cimetière, dans lesquels cas elle ne peut excéder cent acres.

Étendue des concessions pour emplacements d'église ou de cimetière, etc.

S'il s'agit de la construction d'une chapelle ou d'une église, ou de l'érection d'un cimetière, la concession ne doit pas être de plus de cinquante acres dans une paroisse, s'il y a dans cette paroisse, à l'époque de la concession, une dénomination religieuse assez nombreuse pour pouvoir en profiter, et de cent acres à être répartis entre les différentes dénominations religieuses, quand il y en a plus d'une assez nombreuse pour en jouir. S. R. (1909), 1552; 11 Geo. V, c. 33, s. 5.

Réserve au cas de vente de terrains publics adjacents aux frontières.

23. Toute vente ou concession d'un terrain public adjacent à la ligne frontière entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, ou aux lignes interprovinciales entre la province de Québec et les provinces d'Ontario et du Nouveau-Brunswick, faite ou consentie après le 15 février 1924, comporte de plein droit, en faveur de la couronne, la réserve du droit de propriété de la partie de ce terrain située à moins de soixante pieds de l'une quelconque de ces lignes, et de plus, l'interdiction d'ériger ou de faire sur cette partie de terrain des bâtiments ou travaux quelconques, sauf l'exception ci-après.

Exceptions.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas dans le cas de vente ou concession pour des fins de construction de chemin de fer, d'aqueduc, de ponts, de canaux, de fossés et d'autres travaux d'un caractère public, non plus qu'aux travaux et à l'érection des bâtiments nécessaires à leur exploitation. S. R. (1909), 1552a; 14 Geo. V, c. 28, s. 1.

SECTION II

DES VENTES, PERMIS D'OCCUPATION DE TERRES PUBLIQUES, ET DE LEUR TRANSPORT

Fixation du prix des terres, etc.

24. A l'exception des terres sujettes à la Loi des mines de Québec (chap. 80), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge opportun, régler le prix auquel les terres publiques seront vendues par acre, ainsi que les conditions de vente, d'établissement et de paiement. S. R. (1909), 1553.

Acquisition de terrains privés dans

25. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir des terrains privés, par échange ou autre-

ment, aux prix et conditions qu'il détermine, lorsque l'intérêt de la colonisation dans une localité l'exige. l'intérêt de la colonisation.

Ces terres, dès qu'elles sont acquises par la couronne, sont classées comme terres publiques aux termes de l'article 3; et les dispositions de la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques, des bois et forêts, des mines et des pêcheries, en cette province, s'y appliquent. S. R. (1909), 1553a ; 7 Geo. V, c. 22, s. 1. Terres publiques.

26. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des terres et forêts à accorder des terres publiques à toute personne ou compagnie dont les terres, détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, ont été inondées par des barrages faits par la couronne pour l'emménagement des eaux des rivières. Octroi de terres en remplacement de terres inondées.

Les terres données pour remplacer celles inondées doivent être prises dans la même localité, s'il y en a de disponibles, et doivent être de même nature que celles inondées. Situation des terres octroyées.

Il ne peut pas être accordé une plus grande quantité que la superficie de celles inondées, et ces dernières doivent être rétrocédées à la couronne, libres de toute charge, par leur propriétaire ou le détenteur de licence, avant d'obtenir un nouvel octroi. S. R. (1909), 1553b; 10 Geo. V, c. 24, s. 1. Superficie qui peut être octroyée.

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire une classification des terres publiques de la manière suivante: Classification des terres publiques.

1° Les terres propres à la culture;

2° Les terres d'exploitation forestière. S. R. (1909), 1554.

28. Les terres classées dans la catégorie des terres propres à la culture peuvent être mises par le lieutenant-gouverneur en conseil à la disposition et sous le contrôle et l'administration du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, qui seul est autorisé à les concéder pour fins de colonisation. Concessions de terres propres à la culture.

Sauf les dispositions de l'article 76, les terres passées sous le contrôle et l'administration du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, sont exclues, seize mois après la date du billet de location, de tout permis d'exploitation forestière. Permis de coupe de bois sur ces terres.

Le concessionnaire forestier est tenu de donner au détenteur du billet de location, pendant tout le temps que durent les droits du concessionnaire forestier sur le lot, la préférence de couper pour lui le bois marchand Préférence pour la coupe de bois.

- sur ce lot, au prix que ce concessionnaire forestier paie pour un ouvrage du même genre dans la localité.
- Réserve en faveur du colon.** Sous réserve des droits de passage prévus par l'article 103, le concessionnaire forestier ne pourra couper aucun bois à l'endroit déterminé avant l'émission ou lors de l'émission du billet de location par un employé du département de la colonisation, des mines et des pêcheries, où le colon doit construire sa maison et où il doit faire ses défrichements, et ce, sur une étendue de huit acres, et, si le concessionnaire forestier enfreint la présente disposition, il doit, en sus des droits de coupe ordinaire, payer au département de la colonisation, des mines et des pêcheries une amende de quatre dollars par arbre ainsi coupé.
- Peines.** Le concessionnaire forestier ne peut ni vendre, ni céder, ni transporter la coupe de bois sur la balance du lot ainsi vendu, et il doit y faire la coupe du bois conformément aux règlements du département des terres et forêts; à défaut de quoi, il est passible d'une amende de quatre dollars par arbre ainsi illégalement coupé, en sus des droits de coupe ordinaires.
- Défense de vendre la coupe de bois dans certains cas.** Les terres sous billets de location sont administrées et définitivement concédées par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, et, au cas de révocation, ces terres ne sont sujettes à aucun permis d'exploitation forestière, à moins qu'elles ne soient déclarées impropres à la culture et, dans ce cas, elles retombent dans la concession forestière dont elles avaient été exclues. S. R. (1909), 1554a; 14 Geo. V, c. 27, s. 2.
- Peines.**
- Terres actuellement sous billets de location.**
- Exception.**
- 29.** Aucune vente, après la classification autorisée par l'article 27, ne peut être faite, pour fins de colonisation, hors des terrains propres à la culture et classés comme tels. S. R. (1909), 1555.
- Terres qui peuvent être vendues pour fins de colonisation.**

Octroi des permis d'occupation. **30.** Le ministre peut émettre, sous ses sceau, en faveur de toute personne qui a acheté ou achète, ou qui a permission d'occuper une terre publique, ou est chargée de veiller à la protection d'une terre publique, ou qui a reçu ou à laquelle il a été accordé quelque terre publique à titre de concession gratuite un instrument sous forme de permis d'occupation; et telle personne, ou son ayant cause, en vertu d'un titre enregistré, suivant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi prescrivant l'enregistrement en tels cas, peut prendre possession de la terre y décrite et l'occuper, en observant les conditions du permis, et peut à moins que ce permis ne soit révoqué ou résilié, poursui-

vre pour tout dommage ou empiètement aussi efficacement qu'elle pourrait le faire en vertu de lettres patentes de la couronne.

Le permis d'occupation fait par lui-même preuve de la possession par telle personne, ou son ayant cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, sur toute telle action; mais il n'a point d'effet contre un permis de coupe de bois antérieur à sa date. S. R. (1909), 1559.

Valeur probante des permis.

31. Les permis d'occupation accordés, les certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente de terres publiques, et les billets de location accordés ou faits par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, antérieurement au 23 avril 1860, ont, tant que la vente ou la concession à laquelle se rapportent tels permis d'occupation, reçus, certificats ou billets de location reste en vigueur et n'est pas rescindée, la même vigueur et profitent à la personne à laquelle ils ont été accordés ou à ses ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 30. S. R. (1909), 1560.

Valeur des permis d'occupation, certificats de vente, billets de location, etc., octroyés avant le 23 avril 1860.

32. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location accordés ou faits avant le 24 décembre 1875 par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, ont, tant que la vente ou la concession à laquelle ils se rapportent est en vigueur et n'a pas été rescindée, la même vigueur et le même effet, et profitent à la personne à qui ils ont été accordés ou à ses héritiers et ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 30. S. R. (1909), 1561.

Valeur des permis d'occupation, etc., octroyés avant le 24 déc. 1875.

33. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location, émis et signés par un agent des terres de la couronne, en faveur d'une personne qui a acheté des terres publiques, ont le même effet à l'égard de cette personne et de ses ayants cause, leur confèrent les mêmes droits, pouvoirs et privilèges sur les terres pour lesquelles ils ont été émis, et les assujétissent aux mêmes conditions, que si cette personne avait obtenu

Valeur des permis d'occupation, etc., octroyés par l'agent des terres.

du ministre un instrument sous forme de permis d'occupation conforme à l'article 30. S. R. (1909), 1562.

Registre des transports.

34. Il est tenu dans le bureau des terres de la couronne, un registre fait en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel sont enregistrés sommairement, à la demande des parties intéressées :

Transports par les premiers acquéreurs, etc.

1° Les transports faits par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques acquises par vente, concession, location, bail ou permis d'occupation, et pour lesquelles des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

Id., par héritiers de ces acquéreurs, etc.

2° Les transports faits par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires, si les titres en vertu desquels ils ont droit à la possession de ces terres ont été dûment enregistrés en vertu de la présente loi, ou si leurs noms y ont été substitués par le ministre dans les livres de son département;

Id., par ventes pour taxes municipales.

3° Les transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

Id., par ventes judiciaires.

4° Les transports faits par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement et si elle est faite sur le premier acquéreur ou sur ses héritiers ou ayants cause au désir du paragraphe 2° du présent article.

Notification au ministre de certaines ventes.

Les officiers procédant aux ventes mentionnées aux paragraphes 3° et 4° du présent article doivent, sans délai, en donner avis au ministre. S. R. (1909), 1563.

Conditions que doivent remplir les transports pour être enregistrés.

35. Pour être reçu et enregistré, chacun des transports mentionnés dans les paragraphes 1° et 2° de l'article 34 doit :

1° Être passé devant notaire; ou

2° Être fait sous seing privé en présence de deux témoins, et être accompagné de l'affidavit de l'un d'eux, indiquant le lieu et la date de sa passation, le nom, la résidence et l'occupation de chaque témoin, ou—si les témoins sont absents de la province ou décédés—de l'affidavit d'une autre personne prouvant le décès ou l'absence de ces témoins et leurs signatures, ou celle de la personne qui a fait le transport; et

3° Ne contenir aucune clause résolutoire ou faculté de réméré, condition, obligation ou charge qui n'a pas été antérieurement réglée ou acquittée, soit réellement, soit par l'accord ou le consentement des parties. S. R. (1909), 1564.

36. Dans aucun des cas mentionnés dans les dispositions précédentes, à moins de dispense du ministre, il ne doit être enregistré de transport, s'il n'est démontré d'une manière satisfaisante que les conditions de vente, concession ou location, bail ou permis d'occupation ont été dûment remplies.

Autres conditions d'enregistrement.

L'enregistrement d'un transport en vertu du présent article n'a pas pour effet de dispenser le cessionnaire de remplir toutes les conditions de la vente auxquelles était tenu l'acquéreur primitif. S. R. (1909), 1566.

Effet de l'enregistrement sur les conditions de vente.

37. Tout transport enregistré doit avoir son numéro et porter sur l'endos un certificat signé du ministre ou du sous-ministre ou d'autres personnes autorisées à cet effet, mentionnant la date de l'enregistrement, et être déposé dans les archives du département des terres et forêts, comme pièce justificative. S. R. (1909), 1567.

Numéro et certificat du transport enregistré.

38. Immédiatement après l'enregistrement, le nom du cessionnaire est substitué, dans les livres du département, au nom de celui qui a effectué le transport. S. R. (1909), 1568.

Substitution de noms après l'enregistrement.

39. Les transports ainsi enregistrés ont effet à compter de leur enregistrement, à l'encontre de ceux qui ne l'ont pas été, ou qui ont été subséquemment présentés pour l'être. S. R. (1909), 1569.

Effet des transports enregistrés.

40. Quiconque, demandant des lettres patentes pour une terre publique, se trouve incapable de produire un acte de transport revêtu des formalités requises pour l'enregistrement, peut fournir la preuve que le ministre juge convenable à l'appui de sa demande; et, dans ce cas, si, d'après cette preuve, la demande est trouvée juste et équitable, le nom du requérant est substitué à celui de l'acquéreur précédent. S. R. (1909), 1570.

Preuve du transport lorsqu'il est impossible de produire un acte de transport.

41. Les lettres patentes émises à la demande d'un requérant qui ne peut fournir de titres ou une preuve suffisante comme susdit, sont validement émises, en se servant des termes suivants, sans nommer personne en particulier: "aux représentants légaux de (nom de l'acquéreur ou concessionnaire)".

Teneur des lettres patentes, à défaut de preuve du transport.

Par les mots "représentants légaux" il faut entendre tous ceux qui peuvent avoir un droit quelconque à la propriété en vertu du Code civil. S. R. (1909), 1571.

Sens de "représentants légaux".

SECTION III

DE LA RÉVOCATION DES CONCESSIONS DE TERRES PUBLIQUES ET DE LA MISE A EFFET DE CETTE RÉVOCATION

Révocation
de ventes,
etc., pour
fraude ou
erreur.

42. Si le ministre est convaincu qu'un acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique, ou leurs ayants cause, se sont rendus coupables de fraude ou d'abus, ou ont enfreint ou négligé d'accomplir quelque une des conditions de la vente, de la concession, de la location, du bail ou du permis d'occupation, ou si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été fait ou émis par méprise ou erreur, contrairement à la loi ou aux règlements, il peut révoquer ces vente, concession, location, bail ou permis, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer comme si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis n'avait jamais été fait ou émis.

Disposition
déclaratoire.

Les dispositions du présent article se sont appliquées et continueront de s'appliquer à toutes les ventes, concessions, locations, baux, permis d'occupation antérieurs à la loi 32 Victoria, chapitre 11, section 20. S. R. (1909), 1574; 9 Geo. V, c. 25, s. 1.

Confiscations
résultant de
la révocation.

43. L'article 42 doit être interprété comme donnant à la révocation faite par le ministre en vertu dudit article l'effet d'opérer la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par l'acquéreur, le concessionnaire, l'occupant ou le locataire, soit à compte ou comme paiement complet, sur toute vente, concession ou location et sur tout bail ou permis d'occupation, ainsi que de toutes impenses et améliorations faites et existant sur les terres y mentionnées; mais il est toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouve justes et équitables.

Disposition
déclaratoire.

Les dispositions du présent article se sont appliquées et continueront de s'appliquer à l'avenir à toutes les révocations faites des lots vendus ou autrement octroyés antérieurement à la loi 36 Victoria, chapitre 8, section 6. S. R. (1909), 1575; 9 Geo. V, c. 25, s. 2.

Différence
entre le droit
de révocation
et le droit de
résolution.

44. Le droit de révocation ainsi conféré au ministre ne doit pas être considéré comme un droit ordinaire de résolution de contrat, faute d'accomplissement des conditions auxquelles il est soumis; il n'est pas sujet aux dispositions de l'article 1537 du Code civil, et il peut toujours être exercé lorsqu'il y a lieu, quel que puisse être le laps de temps écoulé depuis la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation. S. R. (1909), 1576.

45. Aucune révocation en vertu de l'article 41 ne doit être faite avant qu'un avis ait été donné par le ministre ou un agent des terres qu'il a autorisé en la manière ci-après indiquée. S. R. (1909), 1577.

46. Cet avis est affiché par l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, à la porte de l'église, ou chapelle, ou autre édifice public le plus proche des lots en question, et est expédié par carte postale à l'acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique ou ses ayants cause, mentionnés en l'article 42.

L'avis doit contenir la mention que la révocation sera prononcée, s'il y a lieu, en tout temps, après trente jours de la date de l'affichage. S. R. (1909), 1578.

47. Pendant ces trente jours, il est loisible au propriétaire ou occupant du lot de faire valoir ses raisons à l'encontre de la révocation. S. R. (1909), 1579.

48. Rien de contenu dans les articles 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 45, 46 et 47 n'a l'effet d'affecter aucune des dispositions de la Loi des mines de Québec (chap. 80). S. R. (1909), 1580.

49. Toute personne qui s'empare et occupe sans autorisation, par lui-même ou par d'autres, une partie quelconque du domaine public, est passible d'une amende de pas moins de un dollar et de pas plus de mille dollars par jour durant lequel il est ou a été injustement en possession de terres publiques.

Cette amende est recouvrable avec les frais, à la poursuite de la couronne devant tout tribunal compétent en matière civile; et la cour, en fixant le montant de l'amende, doit tenir compte de l'importance des terres publiques occupées sans droit. S. R. (1909), 1580a; 12 Geo. V, c. 36, s. 1.

50. Si l'acquéreur, le locataire, ou autre personne, refuse ou néglige de remettre la possession de la terre, après que la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été révoqué ou résilié, ou si quelque personne est injustement en possession de terres publiques et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure, ayant juridiction dans le district où la terre se trouve située, un ordre dans la forme d'un bref de possession.

Le juge, sur preuve satisfaisante que le titre ou le droit de la partie à posséder telle terre a été révoqué ou résilié,

ou que telle personne est injustement en possession de quelque terre publique, doit accorder un ordre enjoignant à l'acquéreur, au locataire ou à la personne en possession, d'en faire délivrance au ministre ou à la personne par lui autorisée à la recevoir.

Effet de l'ordonnance.

Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif, ou tout huissier ou personne à laquelle il est remis par le ministre pour être exécuté, doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire. S. R. (1909), 1581.

Mode de faire les annonces, etc.

51. Lorsque, en vertu de la loi ou d'un contrat, d'un bail ou accord relatif à une des terres en question, il est nécessaire de faire quelques annonces ou actes par ou au nom de la couronne, ces annonces et actes peuvent être faits par le ministre ou sous son autorité. S. R. (1909), 1582.

Recouvrement des sommes dues à la couronne.

52. Les arrérages ou sommes quelconques dus au gouvernement à raison de ventes ou baux de terres publiques, ou pour coupe de bois sur ces terres, peuvent être recouvrés par action de dette ordinaire, intentée au nom de la couronne devant un tribunal de juridiction compétente. S. R. (1909), 1583.

Instruction et jugement par défaut.

53. Si, sur une telle action, le défendeur fait défaut de comparaître ou de plaider, le procès peut être instruit et le jugement rendu, comme dans les causes sommaires portées en recouvrement de sommes spécifiées. S. R. (1909), 1584.

Fardeau de la preuve.

54. Dans ces causes, si elles sont contestées, le défendeur est tenu de faire la preuve de ses allégations. S. R. (1909), 1585.

Règles à suivre quant à la juridiction du tribunal, à la procédure et aux frais.

55. Nonobstant les articles 48, 49, 55 et 56 du Code de procédure civile, ces actions, quant à la juridiction du tribunal, aux procédures et aux frais, sont poursuivies et jugées comme des actions purement personnelles où la couronne n'est pas intéressée et n'ayant aucun rapport aux droits immobiliers, rentes annuelles ou matières comportant des droits futurs. S. R. (1909), 1586.

SECTION IV

DE LA VENTE DE TERRES PUBLIQUES POUR FINS INDUSTRIELLES

Ventes pour fins industrielles.

56. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut vendre des terres publiques pour des fins industrielles aux prix et conditions qu'il détermine.

Dans un territoire sous licence de coupe de bois, les terres ne peuvent ainsi être vendues que pour l'exploitation de forces hydrauliques ou pour des fins concernant cette exploitation. Restrictions quant aux terres sous permis de coupe.

Les terres ainsi vendues ne sont plus sujettes à la licence de coupe de bois, à compter de la date des lettres patentes ou autres titres donnés par la couronne. Effet de la vente sur les permis de coupe. S. R. (1909), 1636; 7 Geo. V, c. 22, s. 2.

57. Lorsqu'il est démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que des terres, originellement vendues ou autrement concédées pour fins de colonisation et non encore patentées sont requises pour permettre de développer une industrie, ou qu'il est nécessaire pour cet objet d'y créer des servitudes ou autres droits, il peut autoriser ou ratifier l'acquisition de ces terres ou de ces droits des détenteurs des billets de location et, après cette acquisition, autoriser l'émission de lettres patentes ou d'autres titres pour telles terres ou tels droits, et ce, nonobstant les dispositions des ventes ou concessions originaires et des lois qui s'y appliquent. Acquisition de certaines terres pour fins industrielles. S. R. (1909), 1636a; 14 Geo. V, c. 27, s. 6.

SECTION V

DES LETTRES PATENTES PORTANT CONCESSION DE TERRES PUBLIQUES ET DE LEUR ENREGISTREMENT

§ 1.—*De l'enregistrement des lettres patentes*

58. Les lettres patentes de la couronne en vertu desquelles il est fait un octroi de terres incultes ou d'autres terres publiques dans la province, sont délivrées à la personne qui y a droit; mais, au préalable, une copie en est transcrite dans un registre tenu à cette fin par le registraire de la province ou par le sous-registraire, sans autre entrée ou enregistrement. Délivrance des lettres patentes après enregistrement. (*) S. R. (1909), 1588.

59. Le ministre peut exiger que le certificat de l'accomplissement des conditions d'établissement, pour l'obtention des lettres patentes d'un lot acquis de la couronne, soit donné sous serment par les personnes choisies par le ministre pour donner ce certificat et d'après une formule fournie par le ministre. Certificat sous serment. S. R. (1909), 1589.

§ 2.—*Des lettres patentes émises par erreur*

60. Lorsque des lettres patentes ont été émises en faveur d'une personne n'y ayant pas droit, ou en son nom, par méprise de la part du département des terres Remplacement des lettres patentes erronées.

(*) Voir arts 5 et suivants de la Loi du secrétariat (chap. 18).

et forêts, ou renferment quelque erreur de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre qu'il s'agissait de concéder, le ministre, s'il n'y a pas de réclamation contraire, peut ordonner que les lettres patentes vicieuses soient annulées et qu'il en soit émis d'autres corrigées à leur place.

Valeur des lettres patentes corrigées.

Ces lettres patentes corrigées doivent se rapporter à la même date que celles qui ont été annulées, et ont le même effet que si elles avaient été émises le jour de la date des lettres patentes annulées.

Correction des lettres patentes.

Si la correction peut se faire facilement sur les lettres patentes sans les annuler, le ministre peut la faire et en donner avis au registraire de la province pour que telle correction soit aussi faite à l'enregistrement de ces lettres patentes. S. R. (1909), 1590; 10 Geo. V, c. 24, s. 5.

Compensation dans le cas de plusieurs lettres patentes portant concession de la même terre, etc.

61. Dans tous les cas où des concessions ou lettres patentes émises pour la même terre sont contradictoires entre elles pour cause d'erreur, et dans tous les cas de ventes ou appropriations contradictoires de la même terre, le ministre peut, dans les cas de vente, faire rembourser le prix de la vente, avec intérêt, et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, ou s'il y a été fait des améliorations avant que l'erreur fut connue, ou si la concession ou l'appropriation primitive a été gratuite, il peut, en sa place, accorder une terre ou accorder un certificat (*scrip*) donnant droit à la personne lésée ou réclamante d'acquérir des terres de la couronne, de la valeur et de l'étendue qui lui paraissent justes et équitables dans les circonstances.

Délai pour faire valoir le titre à une autre terre.

Aucune telle réclamation ne doit cependant être reçue à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq années à compter de la découverte de l'erreur. S. R. (1909), 1591.

Compensation dans le cas de défaut de contenance provenant d'un mauvais arpentage, etc.

62. Quand, à raison d'erreurs dans l'arpentage dans les livres ou sur les plans du département ou dans les lettres patentes, une pièce de terre concédée, vendue ou appropriée, par billet de location, lettres patentes ou autre titre, n'a pas la contenance superficielle qui lui est attribuée dans le titre de concession, le ministre peut ordonner qu'une partie de prix de vente proportionnelle à la valeur de l'étendue du terrain qui n'a pas été délivrée soit remise au concessionnaire ou à l'acquéreur subséquent, pourvu qu'il soit démontré que ce dernier ignorait le défaut de contenance lors de son acquisition, et, dans l'un et l'autre cas, avec intérêt à compter du jour qu'une demande en remboursement lui est présentée.

Ce remboursement peut être effectué, à la discrétion du ministre, soit en argent, soit par la délivrance d'un terrain ou la remise d'un certificat (*scrip*) autorisant l'acquisition d'un terrain du domaine public. Si la concession originaire a été faite à titre gratuit, le ministre peut la remplacer par une concession gratuite d'un terrain d'une valeur égale à celle du terrain qu'on a voulu concéder gratuitement à l'époque de cette concession.

Mode de remboursement, etc.

Aucune semblable réclamation n'est cependant recevable à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq ans à compter de la date des lettres patentes, ni à moins que le défaut de contenance n'égale un dixième de toute l'étendue mentionnée dans la concession. S. R. (1909), 1592.

Délai pour faire valoir le titre à une autre terre.

63. Toute compensation, accordée en vertu des articles 61 et 62, excepté lorsque des terres sont spécialement affectées pour cet objet par le ministre, et toutes les réclamations à cet égard sont considérées comme choses mobilières et sont traitées comme telles. S. R. (1909), 1593.

Nature des compensations.

64. Les lettres patentes émises par la couronne peuvent être déclarées nulles ou mises à néant par la Cour supérieure pour les causes et de la manière prescrites au Code de procédure civile. S. R. (1909), 1594.

Annulation des lettres patentes.

SECTION VI

DE L'AFFERMAGE DE LA PÉNINSULE MANICOUAGAN

65. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre des terres et forêts, autoriser ce dernier à affermer, et, pour toute fin, le tout ou une partie quelconque du territoire de la province non concédé et non occupé, connu sous le nom de "péninsule Manicouagan", n'excédant pas une étendue de quarante-cinq milles carrés ainsi que la grève qui l'entoure, pour une période de dix années ou moins, soit à rente annuelle fixe, soit à un pourcentage sur les produits nets obtenus par les fermiers, si le territoire ainsi affermé est employé pour des fins de manufacture ou de commerce. S. R. (1909), 1595.

Affermage de la péninsule et conditions du loyer.

66. Cet affermage ne doit, en aucune manière, affecter les droits des occupants actuels et doit être sujet aux autres termes et conditions qui peuvent être imposés. S. R. (1909), 1596.

Sauvegarde des droits des occupants.

SECTION VII

DES TERRES RÉSERVÉES AUX SAUVAGES

67. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et affecter, en faveur des diverses tribus sauvages de cette province, l'usufruit des terres publiques désignées, arpentées et classées à cette fin par le ministre des terres et forêts.

Superficie. L'étendue de ces terres publiques ne doit pas excéder, en totalité, une superficie de trois cent trente mille acres.

Transfert. L'usufruit des terres ainsi désignées, arpentées et classées par le ministre des terres et forêts, est transféré, gratuitement et aux conditions qu'il détermine, par le lieutenant-gouverneur en conseil, au gouvernement du Canada, pour être administré par lui en fidéicommiss pour lesdites tribus sauvages.

Inaccessibilité et retour à la couronne des terres publiques. Cet usufruit est incessible, en tout ou en partie, et les terres qui y sont sujettes font retour au gouvernement de cette province, sans aucune formalité quelconque, à compter du jour où les sauvages auxquels elles ont été attribuées en usufruit par le gouvernement du Canada, cessent de les occuper à titre d'usufruitiers.

Droits de mines. Les droits de mines ne sont pas compris dans cette concession, nonobstant l'absence d'une mention à cet effet.

Consentement du porteur de permis. Cette réserve ne sera octroyée ou distraite d'aucun territoire sous licence de coupe de bois à moins que le consentement du porteur de licence n'ait été préalablement obtenu. 12 Geo. V, c. 37, s. 1.

TROISIÈME PARTIE

DES BOIS ET DES FORÊTS SUR LES TERRES PUBLIQUES

SECTION I

DE L'EXPLOITATION DES FORÊTS

§ 1.—Des permis de coupe de bois

68. Le ministre des terres et forêts, ou tout officier ou agent sous ses ordres et dûment autorisé à cette fin, peut accorder des permis de coupe de bois sur les terres publiques non concédées, aux taux et conditions et d'après les règlements et restrictions établis, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont avis est dûment donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 1597. (*)

(*) Règlements des bois et forêts: O. C., 925, 26 avril 1910; 1 Geo. V (1910), pp. IV et suivantes;—O. C., 649, 2 août 1911, 2 Geo. V, p. III;—O. C. 839, 18 juillet 1912, 3 Geo. V, p. III;—O. C. 765, 13 juin 1918, *Gaz. off.*, p. 1312;—O. C., 178, 9 fév. 1920, *Gaz. off.*, p. 382, 11 Geo. V, p. LV;—O. C. 1955, 6 oct. 1920, 11 Geo. V, p. LVII;—O. C., 61, 12 janv. 1921, 11 Geo. V, p. LIX;—O. C., 20, 10 janv. 1923, 13 Geo. V, p. VII;—O. C., 420, 21 mars 1923, 13 Geo. V, p. IX.

69. Dans toutes les forêts de la couronne, aucune coupe rase ni aucune exploitation faisant exception aux règlements en vigueur ne peuvent être faites sans une autorisation spéciale du lieutenant-gouverneur en conseil.

Autorisation
du lt-gouv.
requise pour
certaines
coupes.

Le concessionnaire qui veut obtenir cette autorisation doit en faire la demande au ministre des terres et forêts et produire en même temps un plan d'aménagement basé sur un inventaire approprié et fait selon les instructions du département des terres et forêts.

Demande
d'autorisa-
tion.

Le concessionnaire qui veut obtenir l'autorisation de faire dans ses forêts des coupes extraordinaires à la suite de chablis, d'incendie, d'épidémies d'insectes ou de maladies cryptogamiques, doit en faire la demande au ministre des terres et forêts et produire un plan indiquant l'étendue des forêts ainsi endommagées. S. R. (1909), 1597a; 12 Geo. V, c. 36, s. 2.

Id., dans le
cas de coupes
dans les forêts
endommagées à la suite
d'incendie,
etc.

70. Nul permis ne doit être ainsi accordé pour une période de plus de douze mois à compter de la date de son octroi, et si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date devient nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui a été accordé précédemment.

Durée des
permis.

Nullité des
permis com-
prenant des
terrains déjà
affirmés.

Le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'a aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation. S. R. (1909), 1598.

Pas de
recours.

71. Le permis doit contenir une description du terrain sur lequel la coupe du bois doit se faire, et est censé conférer pour le temps, à la personne qui l'a obtenu, le droit de prendre possession et de jouir, à l'exclusion de toutes autres personnes, du terrain y mentionné d'après les règlements et restrictions établis. S. R. (1909), 1599.

Contenu du
permis et
droit qu'il
confère.

72. Ce permis a l'effet de donner à la personne qui en est en possession tous droits de propriété quelconques sur les arbres, bois de sciage et de construction qui sont et peuvent être coupés dans les limites décrites dans le permis pendant la durée qui y est portée, soit que ces arbres, bois de sciage et de construction soient coupés par la personne qui a ou possède le permis ou par d'autres personnes avec ou sans son consentement. S. R. (1909), 1600.

Droit de pro-
priété que
confère le
permis sur les
arbres.

Enregistre-
ment de
transactions
concernant
les concessions
forestières.

73. Tout régistrateur est tenu d'informer, dans un délai d'un mois, le département des terres et forêts de toutes les transactions enregistrées à son bureau, qui affectent les concessions forestières afferchées par la couronne. S. R. (1909), 1600a; 12 Geo. V, c. 36, s. 3.

Saisie-reven-
dication du
bois coupé,
etc.

74. Tel permis est un titre suffisant pour autoriser la personne qui le possède, à saisir ou à faire saisir par voie de saisie-revendication ou autrement, tels arbres, bois de sciage et de construction partout où ils sont trouvés en la possession de ceux qui les détiennent sans autorisation; et aussi à intenter toute action ou poursuite contre tout possesseur injuste du terrain désigné dans le permis, ou contre ceux qui pourraient y commettre des empiètements, ainsi qu'à poursuivre tous autres délinquants, et à recouvrer tous les dommages qu'elle pourrait avoir soufferts. S. R. (1909), 1601.

Procédures
pendantes à
l'expiration
du permis.

75. Les procédures pendantes à l'expiration de tout tel permis, peuvent être continuées et menées à terme, de la même manière que si l'époque de la durée du permis n'était pas expirée. S. R. (1909), 1602.

Effet sur les
permis de cou-
pe du trans-
fert de terres
au départ. de
la colonisa-
tion pendant
1921-1922.

76. Les terres transférées au département de la colonisation, des mines et des pêcheries, jusqu'au 1er janvier 1923, cessent d'être sujettes à tout permis de coupe à compter du 30 avril suivant l'émission du billet de location par le département de la colonisation, des mines et des pêcheries.

Renouvelle-
ment des per-
mis
Obligation du
porteur de
permis de
coupe envers
le porteur de
billet de loca-
tion.

Tout permis de coupe renouvelé dans le délai accordé par les règlements a son effet du 1er mai précédent.

Le porteur de permis de coupe de bois est tenu de donner au porteur de billet de location, pendant tout le temps que durent les droits du porteur de permis sur le lot, la préférence de couper pour lui le bois marchand sur tel lot, au prix que tel porteur de permis paie pour ouvrage du même genre dans la localité. S. R. (1909), 1633; 11 Geo. V, c. 33, s. 11; 14 Geo. V, c. 27, s. 5.

Permis de
coupe de bois
renouvelables.

77. Le ministre a toujours le pouvoir, sujet à l'article 99, d'accorder des permis de coupe de bois, sujets au privilège d'être, pendant un certain nombre d'années, renouvelés annuellement. S. R. (1909), 1622; 9 Geo. V, c. 25, s. 3.

§ 2.—Des obligations des personnes obtenant des permis

Rapport que
doivent faire

78. A l'expiration du permis, celui qui l'a obtenu doit produire à l'officier ou à l'agent qui l'a accordé, ou

au ministre, un rapport indiquant le nombre et les es- les porteurs
pèces d'arbres qu'il a coupés, la quantité et la descrip- de permis.
tion des billots de sciage, ou le nombre et la description
des pièces de bois carré qu'il a manufacturées et enlevées
en vertu de ce permis. S. R. (1909), 1603.

79. Cet état doit être attesté sous serment par le dé- Attestation
tenteur du permis ou par son agent, ou par le contre- de ce rapport
maître ou son principal homme d'affaires, devant un ju- sous la foi du
ge de paix. S. R. (1909), 1604. serment.

80. Quiconque refuse ou néglige de fournir un tel Refus de four-
état, ou élude ou cherche à éluder les règlements établis nir cet état.
par arrêté en conseil, est censé avoir coupé le bois sans
autorisation, et il est disposé de ce bois en conséquence.
Pour chaque jour de retard à fournir un tel état, il est
passible, en sus des pénalités prévues par la loi et les rè-
glements, d'une amende de dix dollars. S. R. (1909),
1605; 12 Geo. V, c. 36, s. 4.

81. Le bois marchand coupé en vertu d'un permis Privilege et
est sujet et affecté au paiement des droits dus à la cou- droits de la
ronne, aussi longtemps et en tout endroit qu'il peut être couronne sur
trouvé, qu'il soit encore en billes ou qu'il ait été converti le bois coupé.
en madriers, planches ou autrement.

Tout officier ou agent chargé de la perception de ces Droit de suite,
droits peut suivre, saisir et détenir ce bois partout où etc.
il est trouvé, jusqu'à ce que les droits soient payés ou
que le paiement en soit suffisamment garanti. S. R.
(1909), 1606.

82. Les reconnaissances ou billets pris pour le paie- Extinction du
ment des droits de la couronne, soit avant, soit après la privilège et
coupe du bois, comme sûreté subsidiaire ou pour en faci- du droit de
liter la perception, n'affectent ni n'invalident en aucune rétention de
manière le privilège de la couronne sur aucune partie de la couronne.
ce bois; ce privilège subsiste dans toute sa force et vi-
gueur jusqu'à ce que les droits soient réellement acquit-
tés. S. R. (1909), 1607.

83. Si une quantité de bois saisi et détenu faute du Vente du bois
paiement des droits, demeure deux mois sous la garde saisi à défaut
de l'agent ou de la personne préposée à sa garde, sans de paiement
des droits.
que les droits et les dépenses soient payés, le ministre
peut ordonner que la vente en ait lieu après un avis
préalable de quinze jours donné sur les lieux où le bois
a été saisi. S. R. (1909), 1608.

Remise de l'excédent du produit de la vente.

84. La balance du produit de la vente, déduction faite du montant des droits et des frais, est remise au propriétaire du bois ou à la personne qui y a droit et la réclame. S. R. (1909), 1609.

§ 3.—*Des obligations des propriétaires de scierie et des personnes faisant le commerce de bois, autres que les porteurs de permis*

Renseignements exigés des propriétaires de scierie, etc.

85. Tout propriétaire de scierie et toute personne qui fait le commerce de bois en cette province, autres que les porteurs de permis de coupe de bois, peuvent être requis, par le ministre ou son représentant, de déclarer sous serment la provenance du bois dont ils sont propriétaires ou en possession, et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que ce bois est exempt de droits dus à la couronne.

Refus de donner les renseignements.

Le refus de donner ces renseignements est une raison valable, pour le ministre ou son représentant, de saisir le bois comme ayant été coupé en contravention sur les terres de la couronne, et de le traiter en conséquence. S. R. (1909), 1610.

Autorisation requise pour l'établissement, etc., de certaines scieries, etc.

86. Aucune personne ne peut établir de scierie sur les terres de la couronne ni à moins d'un mille de distance d'une concession forestière qu'avec l'autorisation écrite du département des terres et forêts, et elle doit se conformer aux règlements du département relatifs aux modes de disposer des déchets de sciage, à l'empilement des produits et à toutes autres fins se rapportant à la protection des forêts contre les incendies.

Pénalité pour infraction.

Toute contravention rend le contrevenant passible d'une amende de dix dollars pour chaque jour pendant lequel il est en défaut de se conformer auxdites dispositions.

Démolition.

En sus de l'amende, le juge peut ordonner la démolition de la scierie dans un délai d'un mois après le prononcé du jugement. S. R. (1909), 1610a; 12 Geo. V, c. 36, s. 5. .

§ 4.—*Des peines édictées contre les personnes coupant du bois sans permis*

Rémunération non acquise à ceux qui coupent du bois sans permis.

87. Quiconque, sans autorisation, coupe, emploie ou engage d'autres personnes à couper, ou aide à couper du bois de quelque espèce que ce soit sur les terres publiques; ou déplace ou enlève, ou emploie, engage ou aide d'autres personnes à déplacer ou enlever de quelqu'une des terres publiques du bois marchand quelconque ainsi coupé, n'acquiert aucun droit sur ce bois, et ne peut réclamer aucune rémunération pour avoir coupé et prépa-

ré ce bois pour le marché, ou l'avoir transporté au marché ou l'en avoir rapproché.

En plus de la perte de son travail et de ses déboursés, Confiscation, etc. il encourt la confiscation de ses bois et devient passible d'une amende de trois dollars pour chaque arbre qu'il est trouvé coupable d'avoir coupé ou fait couper, d'avoir enlevé ou fait enlever sans autorisation.

Cette somme est recouvrable avec les frais, à la poursuite et au nom du ministre ou de l'agent résidant, Recouvrement de l'amende. devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile jusqu'à concurrence du montant de la pénalité. S. R. (1909), 1611; 12 Geo. V, c. 36, s. 6.

88. Il devient, en pareil cas, du devoir de la partie poursuivie, de prouver qu'elle a obtenu un permis ou une autorisation pour couper du bois; et l'allégation de la partie saisissante ou poursuivante qu'elle est dûment employée en vertu de la présente loi ou de la Loi du département des terres et forêts (chap. 43), est censée une preuve suffisante de ce fait, à moins que le défendeur ne prouve le contraire. S. R. (1909), 1612. Fardeau de la preuve de l'octroi d'un permis.

89. Chaque fois qu'une information satisfaisante appuyée de l'affidavit d'une ou de plusieurs personnes reçue par un juge de paix ou devant toute autre personne compétente, est donnée au ministre ou à tout officier ou agent du département des terres et forêts, portant qu'une quantité quelconque de bois a été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et spécifiant le lieu où cette quantité de bois peut être trouvée, le ministre, l'officier ou l'agent ou l'un d'eux, peut saisir ou faire saisir au nom de Sa Majesté, partout où il peut être trouvé, le bois dont la coupe, d'après l'information, a été faite sans autorisation, et le mettre et placer sous bonne garde, jusqu'à ce qu'il intervienne une décision sur le sujet de la manière indiquée dans les articles 94 et 95. S. R. (1909), 1613. Saisie du bois illégalement coupé, après information sous serment.

90. Si le bois dont la coupe a été faite sans autorisation sur les terres publiques, se trouve mêlé avec d'autres bois pour en former des radeaux, ou si ce bois se trouve autrement mêlé, soit aux moulins, soit ailleurs, de manière qu'il soit impossible ou très difficile de distinguer le bois qui a été coupé sans permis d'autres bois avec lesquels il peut se trouver mêlé, la totalité du bois ainsi mêlé est considérée comme ayant été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et est sujette à être saisie et confisquée en conséquence, jusqu'à ce que Si le bois coupé illégalement est mêlé avec d'autres bois.

la séparation soit faite d'une manière satisfaisante par le possesseur. S. R. (1909), 1614.

Saisie sommaire des bois coupés.

Saisie des voitures, etc.

Procès-verbal de la saisie.

91. Tout officier du service forestier de la province peut saisir sur-le-champ les bois coupés sans permis sur les terres publiques, et les mettre sous bonne garde.

Toutes les voitures, embarcations, animaux et outils qui ont servi ou devaient servir à la coupe et au transport du bois ainsi coupé illégalement peuvent aussi être saisis en même temps que le bois.

Un procès-verbal de cette saisie doit être fait, en triplicata, par l'officier saisissant; une copie en est laissée à la personne sur laquelle le bois est saisi, une copie doit en être fournie au département et l'autre copie gardée par l'officier saisissant. S. R. (1909), 1614a; 10 Geo. V, c. 24, s. 7.

§ 5.—*Résistance à la saisie—enlèvement du bois saisi—et confiscation de ce bois*

Réquisition d'assistance par l'officier saisissant.

92. L'officier ou la personne qui saisit du bois dans l'exécution de son devoir peut requérir, au nom de la couronne, l'assistance nécessaire pour assurer la garde et la protection du bois ainsi saisi. S. R. (1909), 1615.

Fardeau de la preuve du paiement des droits, etc.

93. Lorsque du bois a été saisi faute du paiement des droits de la couronne ou pour toute autre cause portant confiscation, ou lorsqu'il est intenté une poursuite pour recouvrer quelque pénalité ou obtenir un jugement portant confiscation, et qu'il s'agit de constater si les droits imposés sur le bois en litige ont été payés, ou si le bois a été coupé ailleurs que sur une terre publique, la preuve du paiement ou du fait que la terre sur laquelle le bois a été coupé n'est pas une terre publique, retombe sur le propriétaire du bois ou sur la personne qui le réclame, et non sur l'officier qui l'a saisi, ou sur la partie qui a intenté l'action. S. R. (1909), 1616.

Confiscation du bois saisi, etc.

94. Tout le bois et autres objets saisis sont censés confisqués à moins que la personne en possession de laquelle ils sont saisis ou le propriétaire ne donne avis au ministre, dans les quinze jours de la saisie, qu'il les réclame en tout ou en partie, et que le bois, en tout ou en partie, n'est sujet à aucun droit en faveur de la couronne.

Affidavit qui doit accompagner l'avis de réclamation.

L'avis doit être accompagné d'un affidavit reçu par un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir des affidavits suivant l'article 7, attestant que les faits allégués par le réclamant sont vrais.

A défaut de cet avis, le ministre peut ordonner à l'officier saisissant de procéder à la vente du bois ou autres objets saisis, après un avis donné sur les lieux au moins quinze jours d'avance. S. R. (1909), 1617; 10 Geo. V, c. 24, s. 8.

95. Si, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 94, le ministre n'a pas donné main-levée de la saisie au réclamant, ce dernier doit, dans les huit jours, faire opposition à la saisie de la même manière que se font les oppositions afin d'annuler et afin de distraire en vertu du Code de procédure civile.

L'opposition doit, de plus, au préalable, être reçue par un juge ayant juridiction dans le district où le bois a été saisi.

Le juge écrit sur l'opposition, s'il la reçoit, une ordonnance enjoignant à l'officier saisissant de faire rapport de ses procédures dans la saisie devant le tribunal ayant juridiction ou tout juge de ce tribunal, dans les huit jours de la signification qui lui sera faite de l'opposition accompagnée de l'ordonnance du juge.

L'opposition ne peut être reçue qu'après qu'un dépôt de cent dollars a été fait par l'opposant, comme garantie des frais, au greffe du tribunal dont fait partie le juge compétent.

L'opposant peut, pendant l'instance, obtenir la possession du bois et autres objets saisis en donnant deux cautions suffisantes, préalablement approuvées par le ministre, pour le paiement de la valeur du bois et autres objets saisis, dans le cas où le tout serait confisqué.

Le cautionnement est donné en faveur de Sa Majesté au nom du ministre et est délivré à ce dernier qui le conserve.

Si le bois et autres objets saisis sont confisqués, la valeur en est aussitôt payée au ministre; à défaut de quoi le cautionnement conserve ses force et vigueur.

L'opposition est entendue et jugée, en terme ou en vacances, suivant la pratique ordinaire du tribunal d'après la procédure sommaire autre que celle suivie dans les poursuites entre locateurs et locataires. S. R. (1909), 1618; 10 Geo. V, c. 24, s. 9.

96. Tout le bois coupé sans permis, à une distance n'excédant pas dix milles des lignes frontières qui séparent cette province des États-Unis, ou de celles la séparant des provinces avoisinantes, peut, dès qu'il a été constaté qu'il a été coupé en contravention avec la loi, et après que la saisie régulière en a été faite, être vendu immédiatement par la personne dûment autorisée à cet

effet, laquelle n'est pas tenue pour cela à l'avis ni au délai voulus dans des circonstances analogues pour toute autre partie de la province. S. R. (1909), 1619.

97. Toute personne qui se prévaut d'un faux exposé ou d'un faux serment pour éluder le paiement des droits, encourt la confiscation du bois pour lequel les droits dont elle a cherché à éluder le paiement sont dus. S. R. (1909), 1620.

98. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme invalidant ou affectant en aucune manière les permis accordés avant le 30 mai 1849, ou les obligations alors contractées pour le paiement des droits dus à la couronne en vertu de ce permis, ou comme invalidant ou affectant les privilèges ou liens que pouvait avoir la couronne sur tout bois coupé sur les terres publiques dans les limites de la province à cette date, et pour lequel les droits exigés n'ont pas été payés, nonobstant toute reconnaissance ou tout billet qui pourrait avoir été reçu pour le montant de ces droits. S. R. (1909), 1621.

§ 6.—*De la vente des coupes de bois*

99. Toutes les limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, doivent être vendues publiquement à l'enchère. S. R. (1909), 1623.

100. Les ventes faites en conformité de l'article 99, et présidées par un officier du département des terres et forêts ou toute autre personne ayant reçu instruction du ministre à cette fin, ont lieu à l'endroit et de la manière prescrits dans l'avis donné, au moins trente jours avant la vente, dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux indiqués par le ministre.

Cependant, lorsqu'il s'agit des limites de peu d'étendue ou de peu de valeur, excepté les agences du haut et du bas de l'Ottawa, et lorsqu'il est de l'intérêt public de hâter la vente, le ministre peut vendre, après un avis de quinze jours publié tel que prescrit dans l'alinéa précédent. S. R. (1909), 1624.

101. L'avis doit contenir une description des limites à vendre et de leur situation; et il est aussi déposé au département des terres et forêts ou au bureau de l'agent des bois pour la localité où cette vente doit avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées ces limites et celles avoisinantes.

Le plan est sujet à l'examen du public durant tout le temps compris entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente. Examen du plan du territoire.

La personne qui préside la vente doit faire connaître, lors de cette vente, la mise à prix fixée par le ministre pour chacune des limites après qu'elles ont été explorées et évaluées approximativement par le département. Déclaration de la mise à prix. S. R. (1909), 1625.

§ 7.—*Des pouvoirs et devoirs des concessionnaires de coupes de bois*

102. Le ministre, ou tout agent autorisé à cette fin, peut, en tout temps, avoir libre accès, avec faculté de les examiner, aux livres et mémoires tenus par tout porteur de permis, indiquant la quantité de bois en mesure de planche scié par lui et provenant des billes coupées sur ses limites à bois, et, dans le cas où il ne produit pas ces livres et mémoires, lorsqu'il en est requis, il est sujet à la confiscation de son droit de renouveler son permis. Accès du ministre aux livres des porteurs de permis. S. R. (1909), 1626.

103. Les concessionnaires de limites à bois et toute personne ayant du bois à flotter, ont le droit, durant l'hiver, de transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés de personnes qui ont des terres dans ces limites; pourvu qu'ils soient tenus d'indemniser ces propriétaires pour tous dommages qu'ils y causent. Droit des concessionnaires de passer, l'hiver, sur les terres d'autrui. Conditions. S. R. (1909), 1627.

104. Durant toute autre saison, les concessionnaires de limites à bois ont le droit de transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés des personnes qui ont des terrains dans ces limites, pourvu qu'ils soient tenus, comme par l'article 103, d'indemniser les propriétaires pour tous dommages causés soit par eux ou leurs employés. Droits des concessionnaires en tout temps. Conditions. S. R. (1909), 1627a; 7 Geo. V, c. 23, s. 1.

SECTION II

DES RÉSERVES DE FORÊTS ET DE LA COUPE DU BOIS DANS CES RÉSERVES (*)

§ 1.—*Des réserves forestières permanentes*

105. Sur recommandation du ministre, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de réserver certaines parties du territoire de la couronne pour constituer des réserves forestières permanentes, pourvu qu'elles aient été dûment classifiées comme terres d'exploitation Réserves forestières permanentes.

(*) Voir l'article 170 concernant la coupe du bois dans les réserves forestières permanentes.

forestière, soit parce qu'elles sont impropres à la culture, soit parce que leur maintien à l'état boisé est nécessaire pour la régularisation du régime des eaux ou pour toute autre cause d'intérêt public.

Publication
de leur des-
cription dans
la *Gazette offi-
cielle*.

La description de toutes les étendues de terrains composant chaque réserve forestière permanente doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et il en est de même pour tous les changements qui sont faits à leur désignation et pour tous les règlements qui peuvent être mis en vigueur pour leur régie et leur administration.

Inventaire.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements relatifs à l'inventaire et à l'aménagement de ces réserves forestières permanentes, en tout ou en partie. (*) S. R. (1909), 1628; 14 Geo. V, c. 27, s. 3.

Incorporation
des terres
données en
subvention
dans les réserves
forestières.

106. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi inclure dans ces réserves forestières, à la demande des propriétaires ou non, toutes les terres ou quelques-unes des terres, données comme subvention pour aider à la construction de chemins de fer; et tant que lesdites terres restent dans cette réserve forestière, leurs propriétaires ne sont plus obligés de les vendre, et ne peuvent les vendre, en totalité ou en partie, pour des fins de colonisation, sans le consentement du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 1629.

Concessions
forestières.

107. Lorsque la coupe du bois sur des terrains situés dans des réserves forestières permanentes n'a pas été encore affermée par voie d'enchère publique, le ministre peut concéder ces terrains, en tout ou en partie, suivant le mode ordinaire d'affermage de concessions forestières. S. R. (1909), 1630; 14 Geo. V, c. 27, s. 4.

§ 2.—Des réserves de forêts domaniales

Terres vacan-
tes consti-
tuées en fo-
rêts domania-
les.

108. 1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de choisir et réserver certaines étendues vacantes des terres de la couronne pour les constituer en forêts domaniales, qui serviront spécialement de réserves pour les besoins de l'industrie forestière.

Administra-
tion de ces
forêts.

2. Le ministre des terres et forêts est chargé d'administrer ces forêts domaniales. Il peut les exploiter par des coupes faites en régies ou à l'entreprise, sous la direction du service forestier, et alors les produits en sont vendus aux enchères après un avis public d'au moins

(*) O. C., No. 605 24 avril 1925, *Gazette officielle*, p. 1698.

soixante jours. Il peut aussi affermer, pour une durée de temps limitée, certaines parties de ces forêts domaniales, dont l'exploitation forestière doit alors être conduite suivant les indications du service forestier. Ces affermages se font de la manière ordinaire prévue par la loi. S. R. (1909), 1631; 15 Geo. V, c. 30, s. 1.

§ 3.—*Des réserves forestières cantonales*

109. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des terres et forêts, de choisir et mettre à part, de temps en temps, dans toute partie de la province où la couronne possède des forêts de valeur commerciale ou non, une partie des terrains, ou tous les terrains, non aliénés par vente ou autrement, pour en former des réserves forestières distinctes, qui sont appelées "réserves forestières cantonales". S. R. (1909), 1631a; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

Création de réserves forestières cantonales.

110. Les réserves forestières cantonales portent le nom du canton dans lequel elles sont situées. S. R. (1909), 1631b; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

Noms des réserves.

111. Chaque année, le ministre des terres et forêts peut, sur la recommandation du service forestier, vendre pour deux années, sur paiement des droits de coupe ordinaires, la coupe d'une partie des bois ou de tous les bois se trouvant sur une portion de chaque réserve forestière cantonale.

Vente des coupes de bois.

Les coupes ainsi vendues sont séparées et doivent former plusieurs blocs, suivant que le nécessitent les conditions sylvicoles de la forêt. L'étendue totale des coupes ainsi vendues dans chaque réserve forestière cantonale ne doit pas excéder un vingtième de l'aire totale de ladite réserve forestière cantonale.

Séparation des coupes.

De plus, un acquéreur ne peut obtenir plus d'un de ces blocs, dans la même année, ni directement, ni indirectement. S. R. (1909), 1631c; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

Limitation de l'achat des coupes.

112. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements applicables à toutes ou à quelque une des réserves forestières cantonales pour l'administration, la protection et l'entretien de ces réserves, au point de vue du maintien, de l'exploitation et de la conservation de la forêt et de la protection des sources des cours d'eau.

Pouvoir du lt-gouv. de faire des règlements.

Entrée en vigueur des règlements.

Tous ces règlements sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et ont, dès lors, force de loi. S. R. (1909), 1631*d*; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

Dispositions applicables.

113. Les lois qui régissent les autres terres et forêts de la couronne s'appliquent à ces réserves forestières cantonales en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe. S. R. (1909), 1631*e*; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

Retrait de certains terrains affermés.

114. Du consentement du concessionnaire, toute partie de terrains affermés pour la coupe du bois peut être retrait de cette licence pour être constituée en réserve forestière cantonale. S. R. (1909), 1631*f*; 1 Geo. V (1911), c. 17, s. 1.

§ 4. — Des réserves sur les rivières à saumon

Réserve de trois chaînes sur les rivages des rivières à saumon, affermées par la couronne.

115. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge à propos, sur recommandation du ministre des terres et forêts, réserver, sur les terres de la couronne, une zone de trois chaînes de largeur de chaque côté de toute rivière à saumon qui est ou peut être affermée par la province, dans laquelle aucun arbre ne peut être coupé sans un permis spécial du ministre des terres et forêts. Cette réserve ne s'applique qu'à la partie des rivières principales où circule le saumon et ne s'applique pas à leurs tributaires. S. R. (1909), 1659*a*; 15 Geo. V, c. 31, s. 1.

Ce qui constitue l'infraction.

116. Toute coupe de bois faite dans cette zone de trois chaînes sans l'autorisation requise en vertu de l'article 115, est une infraction aux présentes dispositions et rend celui qui la commet passible des peines édictées par l'article 87. S. R. (1909), 1659*b*; 15 Geo. V, c. 31, s. 1.

Établissement de chemins, campements, etc., dans la réserve.

117. Les exploitants forestiers peuvent cependant établir, dans cette zone de protection, des chemins, des campements et des dépôts d'empilement, dont ils se servent ordinairement dans leurs exploitations forestières. S. R. (1909), 1659*c*; 15 Geo. V, c. 31, s. 1.

Où commence la réserve dans le cas d'immersion.

118. Dans le cas de terrains immergés par suite de construction de barrages, la zone de trois chaînes commence à la limite du terrain où les arbres ont péri en conséquence de l'immersion. S. R. (1909), 1659*d*; 15 Geo. V, c. 31, s. 1.

SECTION III

DES SUCRERIES, DES TERRES A BOIS DE CHAUFFAGE ET DES TERRES A BOIS DE CONSTRUCTION

119. Le ministre peut accorder des permis conférant le droit d'exploiter les sucreries sur les terres de la couronne, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Permis d'exploitation sucrière.

Ces permis peuvent être accordés dans un territoire sous permis de coupe de bois, mais ils ne s'appliquent qu'à l'érable seul. S. R. (1909), 1634. Dans les territoires sous permis de coupe.

120. Le ministre peut accorder des permis de coupe, sur les terres de la couronne, du bois de chauffage et du bois de construction pour les maisons, bâtiments et clôtures, à toute personne qui en a besoin pour elle-même et non pour des fins de commerce, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Permis de couper du bois de chauffage, etc.

La personne qui veut obtenir un permis doit faire à l'agent une déclaration sous serment, suivant la formule 1. Déclaration.

Ce permis peut être renouvelé annuellement sur demande, si les droits exigibles sur le bois coupé ont été payés, et si un état sous serment est donné des opérations de l'année précédente. Renouvellement des permis.

Ce permis peut être accordé pour les territoires sous permis de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand en quantité appréciable. Le bois ne peut être ensuite coupé en vertu de ce permis qu'à l'endroit ou aux endroits désignés par le ministre des terres et forêts. Les cultivateurs, à la discrétion du ministre, et les colons ont seuls droit à ce permis. S. R. (1909), 1635. A qui les permis peuvent être accordés et droits qu'ils confèrent.

SECTION IV

DE LA PROTECTION DES BOIS CONTRE LE FEU

§ 1.—*Dispositions applicables à toute la province*

121. Nul, en aucun temps, ne doit faire brûler quel que arbre, arbuste ou autre plante qui est debout dans une forêt, ou à une distance de moins d'un mille d'une forêt, ou y mettre le feu. S. R. (1909), 1637. Défense de mettre le feu au bois sur pied.

122. Toute personne qui ne prend pas les mesures nécessaires pour empêcher un feu brûlant sur son terrain de s'étendre aux terrains avoisinants, commet une infraction au présent paragraphe, et est passible d'une amende de vingt-cinq à deux cents dollars pour chaque infraction. S. R. (1909), 1637a; 12 Geo. V, c. 36, s. 7. Pénalité pour défaut d'empêcher un feu de s'étendre.

Personne
tenue respon-
sable, jus-
qu'à preuve
contraire.

123. Le propriétaire ou l'occupant d'un terrain sur lequel un feu est allumé, ou a pris origine, est considéré comme étant la personne responsable d'avoir allumé ce feu et encourt les peines imposées pour cette contravention, à moins qu'il ne puisse prouver, à la satisfaction du tribunal, que ce feu n'a été allumé, ni par lui, ni par une personne à son emploi ou sous sa direction. S. R. (1909), 1637b; 12 Geo. V, c. 36, s. 7.

Défense de
mettre le feu
au bois mort.

124. Nul ne doit mettre le feu dans la forêt, ou à une distance de moins d'un mille de la forêt, à quelque tas de bois, de branchages ou de broussailles, à quelque arbre, arbuste ou autre plante, à quelque terre légère ou terre noire, à quelque tronc d'arbre, abatis et autres bois, ni les faire brûler, dans aucun temps de l'année.

Exception
pour défriche-
ment.

Cependant, pour les fins de défrichement, il est permis d'y mettre le feu et de les faire brûler entre le 16 novembre et le 31 mars de l'année suivante, mais entre le 1er avril et le 15 novembre, il faut obtenir au préalable le consentement écrit du ministre, ou de tout officier du département à ce autorisé par le ministre, ou du garde-feu.

Permis du mi-
nistre, etc.

Permis de
l'inspecteur
agraire.

Dans les endroits où il n'y a pas de garde-feu ou d'officier autorisé, comme susdit, le consentement écrit peut être donné par l'inspecteur agraire, après l'enquête que cet officier municipal juge nécessaire dans les circonstances. L'inspecteur agraire, agissant en vertu de la présente disposition, a droit aux frais reconnus par le Code municipal comme s'il agissait dans le cours ordinaire de ses fonctions, lorsque ses services sont requis pour des matières municipales.

Révocation
de permis.

Tout permis émis en vertu du présent article est sujet à révocation et peut être rédigé, ainsi que la révocation, dans les termes des formules 2 et 3 annexées à la présente loi.

Décision
finale du mi-
nistre.

En cas de contestation, la décision du ministre est finale sur toute question touchant l'émission d'un permis ou la révocation d'un permis déjà émis. S. R. (1909), 1638; 6 Geo. V, c. 18, s. 1.

Précautions
à prendre.

125. 1. Quand la permission autorisée par l'article 124 a été donnée, le ministre, l'officier du département à ce autorisé, le garde-feu ou l'inspecteur agraire, selon le cas, doit déterminer les précautions à prendre dans les circonstances spéciales de chaque cas.

Disposition
générale.

Dans tous les cas, toutefois, les matières qui sont destinées à être brûlées doivent être mises en tas ou en rangées à une distance d'au moins cinquante pieds de la forêt, et il est du devoir de la personne, ainsi autorisée

à mettre le feu, de rester sur les lieux jusqu'à ce que les feux soient complètement éteints.

2. Le fait d'obtenir un permis pour mettre le feu, Responsabilité du porteur de permis.
ne libère pas celui qui a obtenu ce permis de ses responsabilités ordinaires dans les cas où des dommages résultent du feu ainsi allumé.

3. Le permis ainsi obtenu n'autorise pas, non plus, de Restrictions au permis.
mettre le feu, à l'époque qu'il indique, quand un fort vent souffle à l'époque indiquée et que les circonstances peuvent faciliter un incendie en dehors des limites fixées.
S. R. (1909), 1639; 2 Geo. V, c. 16, s. 2; 6 Geo. V, c. 18, s. 2.

126. Nonobstant les dispositions précédentes, il est permis de faire du feu dans ou près de la forêt pour se chauffer, pour faire cuire des aliments ou pour les besoins de l'homme, ou pour les besoins de toute industrie telle que fabrication de goudron, de térébentine, de charbon de bois, ou la confection de cendre pour la manufacture de la potasse et de la perlasse, pourvu que les obligations et précautions imposées par l'article 127 soient observées. S. R. (1909), 1640. Droit de faire du feu pour se chauffer, etc.

127. Quiconque fait du feu dans la forêt ou à une distance de moins d'un demi-mille de la forêt, pour les besoins mentionnés dans l'article 126, doit: Obligations de celui qui fait du feu:

1° Choisir, dans les environs, le lieu où il y a le moins de terre végétale, de bois mort, branches, broussailles ou feuilles sèches ou d'arbres résineux; Choix du lieu

2° Nettoyer l'endroit où il doit allumer son feu, en enlevant toute terre végétale, tout bois mort, toutes branches, broussailles et feuilles sèches sur le sol dans un rayon de vingt-cinq pieds pour les feux faits pour les besoins de l'industrie, ainsi que mentionné dans l'article 126, et de quatre pieds pour les autres besoins mentionnés dans ledit article; Nettoyage;

3° Éteindre complètement le feu avant de quitter l'endroit. S. R. (1909), 1641. Extinction du feu.

128. Les porteurs de permis de coupe de bois sur des terres publiques voisines d'un terrain sur lequel un droit de passage est exercé pour les fins d'une compagnie de chemin de fer, sont tenus de faire disparaître tous les débris de la forêt sur une profondeur de cent pieds à partir de la ligne de démarcation du droit de passage. Obligation des concessionnaires d'enlever les débris dans le voisinage des chemins de fer.

Ces débris, après avoir été mis en tas ou en rangées, peuvent être brûlés sous la direction d'un garde-feu, à des époques favorables qu'il fixe. Incinération des débris.

Nettoyage de la forêt par département. A défaut par les porteurs de permis de coupe de bois de se conformer aux dispositions de la loi à cet égard, le ministre peut ordonner et faire faire le nettoyage nécessaire; les frais nécessités par ce travail sont à la charge des porteurs de permis tenus de faire ces travaux.

Frais de nettoyage. Le certificat du ministre est final et établit indiscutablement l'exigibilité de la dette contre le ou les porteurs de permis intéressés. S. R. (1909), 1641*a*; 6 Geo. V, c. 18, s. 3.

Protection contre les incendies, etc. **129.** 1. Sous l'administration et le contrôle du ministre, tout concessionnaire forestier reste chargé, directement ou par l'entremise d'une association, dite de protection contre les incendies forestiers et reconnue par le ministre, de la prévention et de la suppression des incendies forestiers dans sa concession forestière, pourvu qu'il fournisse ou que l'association fournisse pour lui, tel que requis par le ministre, un plan satisfaisant de l'organisation et des moyens d'exécution qui doivent être employés pour ces fins.

Plan requis. 2. S'il n'est pas fourni, tel que requis par le ministre, un plan satisfaisant ou si ce plan approuvé n'est pas exécuté fidèlement, le ministre peut alors établir tel mode de protection qu'il juge convenable aux frais du concessionnaire ou de l'association en défaut.

Mode de protection établi par le ministre. 3. La même charge, avec les mêmes conséquences, incombe à toute personne intéressée soit comme propriétaire, soit comme titulaire de droits de coupe dans les forêts privées d'une étendue de deux mille acres, si le ministre juge la chose nécessaire. S. R. (1909), 1461*b*; 9 Geo. V, c. 26, s. 1; 14 Geo. V, c. 27, s. 7.

Forêts privées d'une étendue de 2000 acres. **130.** Tout concessionnaire forestier, chargé de la prévention et de la suppression des incendies forestiers, doit, du 1er avril au 1er novembre de chaque année, adresser, entre le 1er et le 15 de chaque mois, tous les rapports requis par le ministre concernant son système de protection contre les incendies forestiers. S. R. (1909), 1641*c*; 9 Geo. V, c. 26, s. 1; 14 Geo. V, c. 27, s. 8.

Rapport sur le système de protection en usage. **131.** 1. Le coût de la mise à exécution du système de prévention des incendies forestiers, que le système ait été appliqué directement par le concessionnaire ou par l'entremise d'une association, est entièrement à la charge du concessionnaire forestier pour sa concession, et à celle du propriétaire pour les terrains et les coupes lui appartenant.

Coût du système de prévention contre les incendies. 2. Cinquante pour cent des frais réels encourus par tel propriétaire ou tel locataire de droits de coupe ou tel

Frais d'extinction remboursés par le

concessionnaire forestier, pour supprimer un incendie forestier ravageant sa propriété ou sa concession, lui sont remboursés par le ministre, sur production des pièces justificatives et suivant les cédules de salaire qui peuvent être établies, modifiées ou remplacées avec l'autorisation du ministre. ministre, dans une certaine proportion.

3. S'il est établi à la satisfaction du ministre qu'un incendie a eu son origine en dehors d'un territoire affermé ou d'un territoire patrouillé par une association, le ministre peut rembourser telle proportion additionnelle des frais réels ainsi encourus que lui-même détermine, suivant les circonstances. Remboursement additionnel dans certains cas.

4. Néanmoins, aucun remboursement n'est fait par le ministre s'il est établi que la personne chargée de la protection est responsable de cet incendie, ou s'est rendue coupable de négligence grave pour ne l'avoir pas combattu énergiquement dans ses progrès, ou si l'un de ses employés réguliers est responsable du feu et qu'il ne puisse prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui l'a causé. S. R. (1909), 1641d; 9 Geo. V, c. 26, s. 1; 14 Geo. V, c. 27, s. 9. Aucun remboursement dans certains cas.

132. Il est loisible au ministre d'autoriser des concessionnaires et des propriétaires forestiers à se grouper en associations dites de protection contre les incendies forestiers, pour effectuer en commun la protection des territoires qui leur sont affermés ou leur appartiennent en propre. Associations de protection contre les incendies.

Ces associations sont tenues de faire, pour la protection de ces territoires contre les incendies, tout ce que la loi et les règlements du département des terres et forêts exigent des propriétaires et concessionnaires de territoires forestiers. Leurs obligations.

Le plan produit par une association de protection contre les incendies forestiers est suffisant s'il comprend toutes les concessions affermées, ou les terrains appartenant à chacun des membres de cette association. Plan.

Le ministre peut aider cette association à recouvrer sa créance envers l'un de ses membres pour services relatifs à la protection contre les incendies forestiers, en différant soit le renouvellement, soit le transfert de permis d'exploitation forestière accordés au membre débiteur. S. R. (1909), 1641e; 9 Geo. V, c. 26, s. 1; 14 Geo. V, c. 27, s. 10. Aide du ministre.

133. Chaque fois que, dans son opinion, un feu ravageant un territoire privé menace de devenir une calamité ou d'atteindre les terres de la couronne, le ministre est autorisé à pénétrer sur ce territoire et à Droits du ministre.

employer toutes mesures jugées nécessaires pour supprimer l'incendie.

Frais encourus.

Le ministre peut réclamer du propriétaire ou de l'occupant de ce territoire privé une partie des frais encourus pour supprimer cet incendie, égale à la différence entre ce qu'a dépensé le propriétaire et ce qu'aurait dépensé un bon père de famille en pareille circonstance. S. R. (1909), 1641f; 10 Geo. V, c. 24, s. 10; 12 Geo. V, c. 36, s. 8; 14 Geo. V, c. 27, s. 11.

Protection organisée et faite par les soins du ministre.

134. Chaque année, le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer le montant, par unité de surface, que doivent payer les propriétaires ou concessionnaires forestiers pour les terrains dont la protection contre les incendies est faite par les soins du ministre. Ces redevances sont payables suivant le mode mentionné dans l'arrêté du conseil et elles constituent une créance privilégiée sur la propriété protégée, prenant rang après les frais de justice. Le recouvrement de ces redevances peut être obtenu, en cas de non-paiement par une action ordinaire devant les tribunaux de la province. S. R. (1909), 14 Geo. V, c. 27, s. 12.

Privilège et recouvrement des frais.

Appareils dont les locomotives doivent être pourvues.

135. Toute locomotive et autre machine mue par la vapeur employées sur un chemin de fer qui traverse une forêt doivent être pourvues, par la compagnie qui a telle locomotive et autre machine mue par la vapeur à son service, de tous les appareils les plus perfectionnés et des moyens les plus efficaces pour prévenir l'échappement du feu ou des étincelles de la fournaise, de la boîte aux cendres ou de la cheminée de la locomotive ou autre machine mue par la vapeur. S. R. (1909), 1642; 12 Geo. V, c. 36, s. 9.

Appareils pour empêcher les étincelles, etc., de s'échapper, etc.

136. Tout établissement situé dans une forêt ou à une distance de moins d'un mille d'une forêt doit être pourvu des appareils les plus perfectionnés et les plus efficaces pour prévenir l'échappement du feu et des étincelles, sous peine, pour le propriétaire dudit établissement, d'une amende de dix dollars par jour, exigible à compter de la date à laquelle il a été requis par le ministre des terres et forêts de se conformer aux dispositions du présent article. S. R. (1909), 1642a; 12 Geo. V, c. 36, s. 10.

Pénalité.

Devoir des mécaniciens à cet égard.

137. Tout mécanicien conduisant une locomotive ou autre machine mue par la vapeur passant sur ces chemins de fer doit veiller à ce que des appareils, tels que ceux ci-dessus décrits, soient particulièrement employés

et mis en usage, de manière à empêcher tout dégagement inutile du feu de ces locomotives ou machines autant que la chose peut être raisonnablement possible. S. R. (1909), 1643; 12 Geo. V, c. 36, s. 11.

138. Toute compagnie de chemin de fer faisant usage ou permettant l'usage d'une locomotive ou d'une autre machine mue par la vapeur en violation des dispositions de la présente section, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au plus mille dollars et de pas moins de deux cent cinquante dollars, recouvrable avec les frais devant tout tribunal compétent. S. R. (1909), 1644; 12 Geo. V, c. 36, s. 12.

139. Toutes les compagnies de chemin de fer, dont les lignes traversent des forêts, sont tenues, sous peine d'une amende de cent dollars, recouvrable de la manière prévue dans les articles précédents, en sus de leur responsabilité pour tous dommages causés par le feu provenant des étincelles qui se dégagent des locomotives ou des autres machines mues par la vapeur, d'enlever, de chaque côté de leurs voies respectives, toutes les matières combustibles qui s'y trouvent, en les brûlant ou autrement.

Il n'est pas nécessaire, dans une action pour amende ou dommages, de prouver le nom ou le numéro des locomotives, ou autres machines mues par la vapeur, ni le nom du mécanicien ni celui du chauffeur chargés de cette locomotive ou machine. S. R. (1909), 1645; 12 Geo. V, c. 36, s. 13.

140. Toute personne ou compagnie qui dépose du bois dans le voisinage ou le long de l'emprise d'un chemin de fer, doit se conformer aux instructions et règlements du département des terres et forêts relatifs aux incendies, en ce qui concerne le nettoyage du terrain, l'enlèvement des écorces, copeaux, billes et de toutes autres matières inflammables laissés sur le sol à une distance maximum de trois cents pieds de la voie ferrée. S. R. (1909), 1645a; 12 Geo. V, c. 36, s. 14.

141. Pour les fins des dispositions ci-dessus, tous les agents préposés à la vente des terres de la couronne, les employés du département des terres et forêts, les arpenteurs, les garde-feu et les gardes forestiers de tel département sont d'office juges de paix.

Tout juge de paix devant qui est prouvée une contravention aux dispositions de la présente section peut imposer toute amende ci-dessus mentionnée. S. R. (1909), 1646.

Peines contre
infractions
dans les cas
non prévus.

Prescription
des poursui-
tes.

142. Toute personne contrevenant à l'un des articles 121 à 141, si aucune pénalité spéciale n'est prescrite, est passible, pour chaque infraction, d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois, sur poursuite prise à cette fin dans les six mois de la commission de l'infraction devant tout juge de paix, le tout sans préjudice de tout recours civil. S. R. (1909), 1646a; 2 Geo. V, c. 16, s. 3; 6 Geo. V, c. 18, s. 4; 9 Geo. V, c. 26, s. 2; 11 Geo. V, c. 33, s. 12.

§ 2.—Des régions sauvegardées

Création de
régions sauve-
gardées.

143. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer une partie quelconque de la province "région sauvegardée", au sens et pour les fins de la troisième partie de la présente loi.

Proclamation
à cette fin.

Cette proclamation doit être publiée dans la *Gazette officielle de Québec*.

Quand un ter-
ritoire cesse
d'être région
sauvegardée.

Le territoire déclaré "région sauvegardée" doit cesser de l'être, sur publication d'une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil révoquant celle qui l'a établie. S. R. (1909), 1647.

Permis de cir-
culer dans les
forêts.

144. Lorsqu'il le juge nécessaire pour la protection des forêts d'une région déclarée sauvegardée, le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger que toute personne voulant pénétrer et circuler dans ces forêts, pendant la période comprise entre le 1er avril et le 15 novembre, se munisse, au préalable, d'un permis.

Obtention de
ce permis

Ce permis, désigné sous le nom de permis de circulation, peut être obtenu, sans déboursés, du garde-feu de la localité ou de toute autre personne autorisée.

Personnes
exemptes de
cette forma-
lité.

Les porteurs de permis de chasse ou de pêche ou les prospecteurs de mines sont dispensés de cette formalité, mais ils sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un garde-feu, de lui montrer leurs permis et de le renseigner sur leurs allées et venues.

Désignation
des places de
campement,
etc.

Avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut, lorsque les conditions climatiques l'exigent, désigner les places de campement et exiger toutes autres mesures propres à diminuer les dangers d'incendie.

Pénalité pour
infraction.

Toute personne contrevenant aux présentes dispositions est passible d'une amende de dix dollars ou d'un emprisonnement de dix à trente jours pour la première infraction, et de cent dollars ou d'un emprisonnement

d'un mois dans le cas de récidive. S. R. (1909), 1647a;
12 Geo. V, c. 36, s. 15.

145. Toute compagnie de chemin de fer, durant la construction et la mise en exploitation de sa ligne à travers une région sauvegardée quelconque, et tout porteur d'un permis de coupe de bois dans un territoire compris dans une région sauvegardée, sont tenus de mettre à la disposition de l'intendant général des feux de forêt tel nombre de leurs employés qu'ils jugent convenable pour aider à la mise en vigueur de la troisième partie de la présente loi; et lesdits employés sont placés sous la direction et le contrôle uniques et exclusifs dudit intendant et obligés d'exécuter ses ordres.

Hommes mis à la disposition de l'intendant général.

Direction de ces hommes.

Les salaires et les dépenses de ces employés sont payés par la compagnie de chemin de fer, le porteur de permis et le ministre des terres et forêts conjointement. S. R. (1909), 1648.

Leurs salaires et dépenses.

146. Quiconque néglige ou refuse de se conformer en quoi que ce soit, aux dispositions du présent paragraphe est, sur condamnation devant un juge de paix, passible d'une amende d'au plus cinq cents dollars et d'au moins cinquante dollars en sus des frais de poursuite; et, à défaut de paiement de telle amende et des frais, le délinquant est incarcéré dans la prison commune pour une période de pas moins de trente jours, mais n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 1649; 11 Geo. V, c. 33, s. 13.

Peine contre qui néglige de se conformer au présent paragraphe.

147. Toute poursuite pour contravention au présent paragraphe doit être commencée dans les six mois de la contravention. S. R. (1909), 1650.

Prescription des actions.

148. Toutes les amendes imposées et perçues en vertu du présent paragraphe appartiennent moitié au dénonciateur et moitié à Sa Majesté pour l'usage public de la province. S. R. (1909), 1651.

Distribution des amendes.

149. Tout juge de paix qui est personnellement témoin d'une contravention au présent paragraphe peut arrêter le délinquant ou le faire arrêter sans mandat, et lui imposer, sans autre preuve, la pénalité attachée à telle contravention; et, pour les fins du présent paragraphe, tous les agents pour la vente des terres publiques, tous les employés du département des terres et forêts, tous les arpenteurs et tous les garde-feu et gardes forestiers employés par le département des terres et forêts sont d'office juges de paix. S. R. (1909), 1652.

Pouvoirs des juges de paix témoins d'infractions.

Fonctionnaires juges de paix d'office.

Recours civil. **150.** Rien de ce que contient le présent paragraphe ne doit s'interpréter comme limitant ou affectant le droit de qui que ce soit de prendre et intenter une action civile pour dommages causés par le feu. S. R. (1909), 1653.

Emploi des hommes nécessaires. **151.** Le ministre est autorisé à employer, pour la mise en vigueur des dispositions du présent paragraphe, le nombre d'hommes qu'il juge nécessaire; et, pour toute région sauvegardée ainsi établie, il nomme un intendant général des feux de forêt. S. R. (1909), 1654.

Règlements du lt-gouv. en conseil. **152.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire tous les règlements requis pour donner effet aux dispositions de la présente section. S. R. (1909), 1654a; 12 Geo. V, c. 36, s. 16,

§ 3.—*Dispositions diverses*

Obligation d'éteindre le feu des pipes, etc., avant de quitter l'endroit où on l'a jeté. **153.** Quiconque jette ou laisse tomber par terre, en quelque endroit que ce soit dans la forêt, dans les champs défrichés ou autres lieux, des allumettes chimiques, des cendres de pipe, des cigares ou parties de cigare ou toute autre matière enflammée, ou qui tire quelque arme à feu, est tenu, sous peine des pénalités imposées par l'article 158, avant de laisser l'endroit, d'éteindre incontinent et complètement le feu de ces allumettes, cendres de pipe, cigares, parties de cigare, et la bourre de ses armes à feu, ou toute autre matière en feu. S. R. (1909), 1655.

Aide à la suppression d'un incendie forestier. **154.** Toute personne engagée pour travailler à la protection des forêts contre les incendies peut requérir les services de tout homme âgé d'au moins dix-huit ans et d'au plus cinquante-cinq ans, pour lui aider à éteindre un incendie forestier. Cet aide a droit, pour son travail, à la compensation fixée par le ministre, et qui lui est payée suivant les arrangements conclus à cette fin, par le ministre avec ceux qui sont autorisés à s'occuper de la protection des forêts contre les incendies. S. R. (1909), 1655a; 6 Geo. V, c. 18, s. 5; 14 Geo. V, c. 27, s. 13.

Rémunération. **155.** Toute personne à qui s'applique l'article 154 qui refuse ou néglige sans cause raisonnable et pressante, de se rendre à l'invitation du garde-feu ou autre officier chargé de la protection des bois contre le feu est coupable d'une infraction. S. R. (1909), 1655b; 6 Geo. V, c. 18, s. 5.

Refus de préter assistance.

156. Quiconque, à dessein, déchire, endommage, efface ou enlève ou fait disparaître un avis, une affiche ou une enseigne du département ou de l'un de ses officiers comportant être donné en vertu de la loi ou des règlements concernant la protection des bois contre le feu, est coupable d'une infraction et est passible d'une amende d'au moins cinq dollars mais n'excédant pas vingt dollars, poursuivable, conformément aux articles 158 ou 161, selon le cas. S. R. (1909), 1655c; 6 Geo. V, c. 18, s. 5.

Peine contre qui détruit, etc., les affiches officielles, etc.

157. Toute personne dûment employée à la protection des forêts contre l'incendie peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer sur n'importe quel terrain. Quiconque empêche un employé du service de protection des forêts contre l'incendie de remplir ses fonctions, est coupable d'une infraction. S. R. (1909), 1655d; 12 Geo. V, c. 36, s. 17.

Pouvoirs des personnes employées à la protection des forêts.

158. Quiconque contrevient aux articles 153, 154, 155 ou 157, selon le cas, devient passible, sur condamnation devant un juge de paix, d'une amende de pas moins de dix dollars mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais de poursuite, avec ou sans délai, d'un emprisonnement dans la prison commune du district où il est condamné, pour une période de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois, à moins que cette amende et ces frais avec ceux de l'emprisonnement et du transport du délinquant à la prison, ne soient plus tôt payés, ou d'une condamnation à la détention dans cette prison, pour une période de pas moins de trente jours et de pas plus de trois mois. S. R. (1909), 1656; 6 Geo. V, c. 18, s. 6; 11 Geo. V, c. 33, s. 14.

Peine contre contrevenant aux articles 153, 154, 155 ou 157.

159. Toute personne majeure peut poursuivre toute contravention à la présente section; la moitié de l'amende appartient au poursuivant et l'autre moitié au gouvernement de cette province, pour former partie du fonds consolidé du revenu. S. R. (1909), 1657.

Qui peut poursuivre.

160. La poursuite doit être intentée dans le cours des six mois suivant la perpétration de l'infraction et non après. S. R. (1909), 1658.

Prescription des poursuites.

161. Tout juge de paix, témoin de ses propres yeux, d'une infraction aux articles 153, 154, 155, 156 ou 157, selon le cas, peut infliger la pénalité sans autre preuve, d'une infraction.

Pouvoirs des juges de paix, témoins d'une infraction.

Fonctionnaires, juges de paix d'office.

et, pour les fins de ces articles, tout agent pour la vente des terres de la couronne, tout employé du département des terres et forêts, tout arpenteur, tout garde-feu et tout garde forestier employés par ce département, sont d'office juges de paix. S. R. (1909), 1659; 6 Geo. V, c. 18, s. 7.

SECTION V

§ 1.—*Du reboisement*

Prime accordée pour le reboisement.

162. Quiconque reboise, à raison de mille arbres par acre, un terrain impropre à la culture lui appartenant, peut bénéficier de la prime qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, pourvu que la plantation ait été entretenue en bon état pendant une durée d'au moins cinq ans. S. R. (1909), 1660; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

Règlements du lt-gouv. en conseil.

163. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant:

1^o L'encouragement à donner sous forme de primes en argent ou de subsides en terres pour les travaux de reboisement;

2^o Le nombre d'années durant lesquelles les plantations ainsi primées doivent être conservées avant d'y faire des coupes finales;

3^o Les conditions à remplir par les personnes réclamant ces primes;

4^o L'évaluation municipale des terrains reboisés et des plantations primées. S. R. (1909), 1661; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

Évaluation municipale des terr. ins reboisés.

164. Tant qu'on y conserve au moins trois cents arbres à l'acre, les terrains reboisés gardent, et ce, durant trente ans, l'évaluation qu'ils avaient avant la plantation; à l'expiration de cette période de trente ans, l'évaluation municipale de ces plantations, pourvu qu'elles restent à l'état de forêt, ne peut être modifiée que tous les dix ans. S. R. (1909), 1662; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

Fête des arbres fixée par proclamation.

165. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner par proclamation un ou plusieurs jours pour la cérémonie officielle de la plantation des arbres. Ces jours sont désignés sous le nom de "Fête des arbres". S. R. (1909), 1663; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

Règlements de certaines sociétés.

166. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer les règlements des sociétés organisées pour encourager

et promouvoir le reboisement. S. R. (1909), 1664; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

167. Tous les terrains reboisés bénéficiant d'une prime Dispositions applicables. sont soumis au régime forestier. S. R. (1909), 1665; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

168. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser des corps publics et des municipalités Formation de forêts par les corporations, etc. à acquérir des terrains pour en former des forêts particulières ou urbaines et à y exécuter des travaux de reboisement, pourvu que les propriétés ainsi acquises et améliorées soient aménagées pour en assurer la conservation. S. R. (1909), 1666; 12 Geo. V, c. 36, s. 18.

169. Pour promouvoir, aider et encourager les travaux de reboisement, tels que la récolte des semences forestières, le maintien de pépinières, l'achat de terrains et leur reboisement, la distribution de plants, ainsi que la plantation d'arbres forestiers et d'ornement dans la province, un crédit annuel de cent mille dollars est mis à la disposition du ministre des terres et forêts. Aide au reboisement.

Le ministre doit rendre compte chaque année de la gestion de ces fonds suivant le mode ordinaire. Gestion des crédits. S. R. (1909), 1668; 15 Geo. V, c. 32, s. 1.

§ 2.—*Disposition particulière concernant la coupe du bois dans les réserves forestières permanentes*

170. Dans les forêts constituées en réserve forestière permanente, il ne peut être fait aucun défrichement, aucune coupe rase, aucune coupe extraordinaire quelconque, aucune vente de bois comportant une exploitation supérieure au chiffre des coupes ordinaires réglées par le plan d'aménagement, sans une autorisation spéciale du ministre. Autorisation du ministre pour coupes spéciales.

Pour obtenir l'autorisation d'exploiter les chablis et les arbres morts à la suite d'incendies ou d'épidémies d'insectes ou de maladies cryptogamiques, le concessionnaire forestier doit adresser une demande au ministre et produire un plan indiquant l'étendue des forêts ainsi endommagées. Exploitation des arbres morts, etc. S. R. (1909), 1667; 14 Geo. V, c. 27, s. 14.

FORMULES

1.—(Article 120)

Demande de permis pour couper du bois

Je, _____, de la _____,
de _____, comté de _____,
déclare :

1. J'ai besoin de bois de chauffage (ou de bois de construction pour mes maison, bâtiments et clôtures ou selon le cas), et je ne puis m'en procurer chez moi;

2. Je désire couper ce bois sur les terres de la couronne, exclusivement pour mon usage personnel et non pour en faire commerce;

3. La quantité de bois de chauffage dont j'ai besoin pour cette année est de _____ cordes (ou s'il s'agit de bois de construction: La quantité de bois dont j'ai besoin est de _____ pieds.)

Et j'ai signé.

Assermenté devant moi,	}	C. D.
à _____, ce _____ jour		
de _____ 19 .		
A. B.,		
Agent des terres. Agence de _____		

S. R. (1909), 1669, formule A.

2.—(Article 124)

Permis de brûler émis en vertu de la Loi des terres et forêts

(Localité.) _____ No
(Date.) (Date.)

Les présentes autorisent M.
de _____, propriétaire du lot _____,
rang _____, canton de _____, dans le comté de _____, à
mettre le feu à son (ou ses) abatis sur le lot ci-dessus
mentionné entre le _____ jour de _____ 19
et le _____ jour de _____ 19 .

(Signature.)

Ministre des terres et forêts (*ou officier autorisé ou garde-feu ou inspecteur agraire pour la municipalité de* , *selon le cas*).

NOTE.—Le présent permis peut être révoqué en tout temps.

Le présent permis n'autorise pas de mettre le feu à l'époque ci-dessus mentionnée, quand un fort vent souffle alors et que les circonstances peuvent faciliter un incendie en dehors des limites fixées.

L'officier qui accorde le permis doit déterminer les précautions à prendre dans les circonstances spéciales de chaque cas.

Les matières qui sont destinées à être brûlées doivent être mises en tas ou en rangées à une distance d'au moins cinquante pieds de la forêt et il est du devoir du porteur du permis de rester sur les lieux, quand il met le feu, jusqu'à ce que les feux soient complètement éteints.

L'officier doit aussi expliquer les dispositions de la loi au porteur du permis et les responsabilités qu'il peut encourir en vertu d'icelles.

S. R. (1909), 1669, formule C; 6 Geo. V, c. 18.

3.—(*Article 124*)

Révocation du permis de brûler émis en vertu de la Loi des terres et forêts

(Localité.)	No
	(Date.)
A M.	
(Adresse.)	

Avis vous est donné que le permis de brûler No qui vous a été émis le jour de 19 pour les fins mentionnées sur ce permis est révoqué, et que vous êtes requis par les présentes d'éteindre tous les feux que vous avez allumés en vertu de ce permis.

(Signature.)

Ministre des terres et forêts (*ou officier autorisé ou garde-feu ou inspecteur agraire pour la municipalité de—, selon le cas*).

S. R. (1909), 1669, formule D; 6 Geo. V, c. 18.
